

Effet de la corruption administrative sur le chômage et la pauvreté au Burkina Faso

Diakim BOUSSIM¹

Résumé

Le Burkina Faso fait constamment face à un chômage endémique et une extrême pauvreté malgré l'implémentation de nombreuses politiques en faveur de la réduction du chômage et de la création d'emplois. Ces politiques n'ont pas suffisamment intégré la lutte contre la corruption qui est pourtant un phénomène omniprésent dans l'administration publique. Cet article étudie l'effet de la corruption administrative sur le chômage et la pauvreté au Burkina Faso entre 1996 et 2021. Les résultats des doubles moindres carrés (DMC) montrent que la corruption administrative constitue un handicap à la création d'emplois par le détournement des budgets publics d'investissement et en décourageant l'investissement privé. Elle favorise une paupérisation continue en créant un sentiment d'abandon et de résignation dans la population active. Ce travail recommande aux pouvoirs publics burkinabè de faire de la lutte contre la corruption administrative et la promotion de la bonne gouvernance, un des piliers des politiques nationales d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Ce pilier doit mettre l'accent sur la prévention par l'éducation aux valeurs d'intégrité mais aussi sur les actions de répression en alourdissant les peines encourues.

Mots clés : corruption administrative, chômage, pauvreté, doubles moindres carrés, Burkina Faso

The impact of administrative corruption on unemployment and poverty in Burkina Faso

Abstract

Burkina Faso is constantly faced with endemic unemployment and extreme poverty, despite the implementation of numerous policies aimed at reducing unemployment and creating jobs. These policies have not sufficiently integrated the fight against corruption, which is an omnipresent phenomenon in public administration. This article studies the effect of administrative corruption on policies to reduce unemployment and poverty in Burkina Faso between 1996 and 2021. Double least squares (DLS) results show that administrative corruption hinders job creation by diverting public investment budgets and discouraging private investment. It fosters ongoing impoverishment by creating a sense of abandonment and resignation among

¹ Docteur en Sciences économiques, Cour des comptes, Centre d'étude, de documentation et de recherche économique et sociale (CEDRES), Ouagadougou, Burkina Faso (+226) 72 52 96 00, diakimboussim07@gmail.com
<https://orcid.org/0000-0002-6711-3961>

the working population. This study recommends that Burkina Faso's public authorities make the fight against administrative corruption and the promotion of good governance one of the pillars of national employment and anti-poverty policies. This pillar should focus on prevention through education in the values of integrity, but also on repressive action by increasing the penalties incurred.

Keywords: administrative corruption, unemployment, poverty, two least squares, Burkina Faso

Introduction

Dans sa quête d'amélioration des conditions de vie de sa population, le Burkina Faso a élaboré et mis en œuvre plusieurs référentiels de développement. Le dernier en date est le référentiel national de développement (RND) 2021-2025. En dépit de ces acquis, le pays reste confronté à plusieurs défis. Ainsi, la pauvreté affectait encore 36,2 % de la population en 2018, et environ 7,3 millions de personnes sur 22 millions vivaient toujours en dessous du seuil de pauvreté (INSD, 2018). La corruption est plus prégnante en milieu rural car neuf pauvres sur dix y vivent. En matière d'emploi, le taux de chômage est élevé, puisqu'il atteint globalement 14,1% (20,2% pour les femmes et 8% pour les hommes) et 18,4% chez les jeunes. L'observation fait apparaître la prédominance de l'emploi précaire, un développement du chômage en milieu urbain (18%), et un sous-emploi en augmentation dans les zones rurales (40%).

Le constat est suffisamment clair. Les politiques de réduction du chômage et de la pauvreté ont échoué au Burkina, alors qu'elles semblent réussir dans certains pays. Par exemple, des pays comme la Chine et le Viêt Nam, dont le niveau de pauvreté était supérieur à celui du Burkina il y a une vingtaine d'années, ont vu leur niveau de pauvreté se situer aujourd'hui entre 5 et 20 %. La Banque mondiale (2018) a fait le constat que la baisse de la pauvreté et du chômage a été très inégalitaire d'une région à l'autre. Elle explique cette inégalité par les différences dans le niveau de corruption entre pays notamment la corruption administrative définie par Sumah et al. (2020) comme la corruption qui se produit dans la plupart des institutions, en particulier les institutions étatiques, où les particuliers, les entreprises et d'autres entités y sont confrontés dans leurs activités. Pour preuve, le Burkina Faso est l'un des pays les plus corrompus au monde selon Transparency International (2023), qui le classe au 83^{ème} rang sur 180 pays dans le monde avec un score de 41 sur 100 points. Le score moyen du pays sur les dix dernières années est faible de l'ordre de 40 points.

La littérature économique identifie la corruption comme l'une des principales causes du chômage et de la pauvreté. En effet, Onchari (2019) a établi que la corruption a un effet à long terme sur le chômage au Kenya car, à long terme, une augmentation du taux de corruption augmente le taux de chômage. Les pratiques d'embauche contraires à l'éthique, privilégiant les relations plutôt que les qualifications, exacerbent le problème, entraînant des inefficacités et décourageant les travailleurs qualifiés d'entrer sur le marché (Mocetti et Orlando, 2019). Cependant, Zumba et al. (2021) ne trouvent pas d'effet significatif entre les deux facteurs. Il en est de même, à court terme, pour les résultats de Onchari (2019). Quant à la pauvreté, Ogboru et Abimiku (2015) ont pu établir que la corruption a eu un impact négatif sur les opérations de réduction de la pauvreté au Nigéria. Ces résultats confirment ceux de Gupta et al. (2002) qui ont montré que les pays aux niveaux de corruption élevés sont affectés par une pauvreté durable. La corruption dans le secteur public constitue un ingrédient intensifiant les conditions de pauvreté dans les pays en développement (Oliveira da Silva et al., 2021).

Contrairement à la plupart des travaux qui ont utilisé un indice de corruption générale, quelques rares travaux se sont penchés sur les effets de la corruption administrative sur le chômage et la pauvreté. Aussi, ces derniers n'ont porté que sur des données de panel occultant les spécificités des pays. Notre travail corrige ces limites en étudiant l'effet de la corruption administrative sur le chômage et la pauvreté au Burkina sur la période 1996-2021. En outre, c'est une nouveauté dans la littérature d'étudier l'effet simultané de la corruption sur le chômage et la pauvreté. Les travaux antérieurs à l'image de Wada (2018) ont plutôt étudié dans quelle mesure le chômage et la pauvreté contribuent à la corruption. Notre étude permettra aux décideurs publics de prendre des mesures concomitantes contre le chômage et la pauvreté car l'un entraîne l'autre dans une société où les besoins des familles sont pris en charge par les quelques enfants disposant de revenus.

La première partie de l'article présente la revue de la littérature sur l'effet de la corruption sur le chômage et la pauvreté. La deuxième est consacrée à la méthodologie et à la présentation des variables et des données de l'étude. La troisième partie présente le contexte du chômage, de la pauvreté et de la lutte contre la corruption. La quatrième partie présente et discute les résultats.

I. Revue de la littérature

Selon Transparency International, la corruption peut être définie comme « l'abus d'un pouvoir confié à des fins privées ». De nombreux observateurs désignent la corruption comme une cause majeure des niveaux élevés de chômage et de pauvreté dans le monde.

I.1. Effet de la corruption sur le chômage

Le chômage est un indicateur économique des pays qui montre le nombre de personnes qui sont désireuses et capables de travailler mais qui ne parviennent pas à trouver un emploi. La corruption implique de nombreux cas, par exemple lorsqu'il y a une sélection biaisée des employés pour des emplois par des moyens illégaux tels que les pots-de-vin, le népotisme et le favoritisme. Onchari (2019) a utilisé la méthode de corrélation des erreurs vectorielles (VECM) pour déterminer le lien entre la corruption et le chômage au Kenya entre 2000 et 2017. Il a trouvé qu'à long terme, la corruption augmente le chômage. Cet auteur explique que le copinage joue un rôle crucial dans le chômage, car dans des pays comme le Kenya, avoir un emploi ne dépend pas de ce que vous savez, mais de qui vous connaissez. Plus récemment, l'étude de Mamo et al. (2024) explore l'interaction complexe entre la croissance économique, la corruption et le chômage dans le contexte de l'Afrique subsaharienne (ASS) en utilisant un nouveau modèle mathématique dynamique. L'étude suggère que la corruption agit comme un parasite, détournant les ressources des activités productives et entravant le progrès économique. Cela se traduit par une diminution des emplois et une hausse du taux de chômage.

En s'intéressant particulièrement à la corruption administrative et le chômage des jeunes, Bouzid (2016) a examiné empiriquement la relation qui existe entre la corruption et le chômage en utilisant le taux de chômage des jeunes et la méthode des moments généralisés en deux étapes (GMM II). Dans son étude, il indique que les pratiques de corruption des fonctionnaires lors de l'embauche d'employés augmentent les taux de chômage parmi les travailleurs instruits et les jeunes. Aussi, Adjor et Kebalo (2018) utilisent l'estimateur autorégressif de panel (PVAR) et les données annuelles couvrant la période 2007-2016 et signalent qu'un meilleur contrôle de la corruption réduit le chômage dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), avec un effet plus prononcé sur le chômage des jeunes.

Cependant, Zumba et al. (2021) utilisent des données de panel annuelles pour la période 2005-2019 pour 33 pays d'ASS pour étudier l'effet de la corruption sur le chômage à l'aide des méthodes GMM et GMM II. Les résultats révèlent que la corruption dans le secteur public exerce un effet positif, mais pas statistiquement significatif, sur le chômage. Ils concluent que même si le chômage est persistant dans les pays d'ASS, il n'existe aucune preuve solide permettant d'affirmer que la corruption dans le secteur public est un facteur important du chômage dans ces pays. Effectivement, Onchari (2019) a établi qu'à court terme, la corruption et le chômage n'ont aucune relation.

I.2. Effet de la corruption sur la pauvreté

Les premiers arguments théoriques sont fondés sur la théorie de la rente et des travaux de Krueger (1974) et de Rose-Ackerman (1978) qui mettent l'accent particulier sur les inégalités des revenus causées par la corruption comme source de pauvreté. Dans un modèle théorique, Dabla-Norris et Wade (2002) expliquent les raisons pour lesquelles les personnes aux revenus élevés privilégient leurs actions sur les gains issus de la corruption au lieu d'investir dans des activités de productions marchandes. Le modèle explique l'amplification de la corruption dans les administrations publiques par le fait qu'elle est une source de motivation supplémentaire pour les riches qui cherchent à protéger leurs richesses en donnant des pots-de-vin aux agents publics.

Les travaux empiriques s'accordent à démontrer l'effet pervers de la corruption sur la pauvreté. En effet, Mauro (1995) montre que la corruption maintient et entraîne des effets pervers sur la pauvreté. Elle incite à la mise en place d'une politique qui fausse la distribution du revenu et détourne les ressources de la campagne vers les villes. Les recherches de Ogboru et Abimiku (2015) ont conclu que la corruption a constitué un obstacle aux opérations de réduction de la pauvreté au Nigéria. Leur étude montre que la corruption n'a pas seulement volé à la nation des finances qui auraient dû être utilisées pour le développement qui bénéficiera à tous les citoyens, y compris les pauvres, elle a aussi conduit au détournement de fonds destinés aux pauvres par la classe privilégiée, privant ainsi les pauvres de l'opportunité de sortir de la pauvreté. Dans une étude, Jeng (2018) a noté la relation positive et statistiquement significative entre la corruption et la pauvreté en Afrique du Sud. Il conclut que la corruption augmente le coût des services publics. Les relations entre l'acte de corrompre et l'état de pauvreté sont nombreuses et courantes (Oliveira

da Silva et al., 2021). Ces auteurs montrent que la corruption dans le secteur public est souvent considérée comme un ingrédient intensifiant les conditions de pauvreté dans les pays qui sont déjà aux prises avec des difficultés de croissance économique et qui sont en état de transition démocratique.

La corruption touche plus particulièrement les personnes déjà pauvres qu'elle ne fait de nouveaux pauvres. Pour preuve, une hausse de 0,78 % de la corruption diminue la croissance des revenus des 20 % les plus pauvres de la population (Transparency International, 2018). Toutefois, Cabral (2017) montre dans une étude sur les effets de la corruption sur la pauvreté et d'autres facteurs au Sénégal, que le détournement des ressources destinées pour l'investissement public a pour effet d'augmenter l'incidence annuelle de la pauvreté de 0,51% en moyenne, ce qui équivaut à 61136 nouveaux pauvres chaque année. Cependant, Omoniyi (2018) a observé qu'au Nigeria, la corruption et d'autres variables ne sont pas des déterminants de la pauvreté.

II. Analyse contextuelle de la corruption, du chômage et de la pauvreté au Burkina

II.1. Lutte contre la corruption

Pour lutter efficacement contre le fléau, le Burkina Faso a adhéré à plusieurs conventions de lutte contre la corruption comme celle des Nations unies, celle de l'Union africaine et celle de l'espace CEDEAO. Il est l'un des pays qui se sont mis aux normes et aux exigences de se doter des textes et dispositifs légaux de lutte contre la corruption, au nombre desquels on peut citer la loi 004-2015/CNT portant prévention et répression de la corruption. Le pays dispose d'institution de lutte contre la corruption comme l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption (ASCE/LC) qui bénéficie d'une indépendance réelle vis-à-vis du gouvernement pour traquer les corrupteurs. La société civile du pays est également mobilisée contre la corruption avec le Réseau national de lutte anticorruption (REN-LAC) qui publie chaque année un rapport sur l'état de la corruption.

Cependant, ce dispositif institutionnel semble limité puisque la corruption dans le secteur public continue de sévir. Elle prend plusieurs formes à savoir la réception et l'octroi de pots-de-vin, l'extorsion, la fraude publique, le détournement de fonds, la recherche de rentes, la sélection biaisée des personnes pour l'emploi et/ou le népotisme, le favoritisme, la cupidité, la mauvaise gestion des ressources nationales ou publiques, l'octroi de contreparties, etc. Le Burkina Faso est

fréquemment classé parmi les pays les plus corrompus selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International. En 2022, le pays a obtenu la note de 42 points sur 100, la même qu'en 2021. Même si cette note s'est améliorée par rapport à 2020 où elle était de 40/100, force est de constater que le Burkina Faso est toujours loin de la moyenne de 50 points sur 100. Par ailleurs, le rapport 2021 sur l'état de la corruption du REN-LAC, indique un accroissement continu du phénomène de la corruption sur les six dernières années. D'après l'indice synthétique de perception de la corruption (ISPC), qui mesure la perception des Burkinabè sur la fréquence et l'évolution du phénomène, le niveau de corruption a connu une hausse substantielle de 30 points, passant de 41 points en 2016 à 71 points en 2021.

Ces données montrent que les transactions opaques et les pots-de-vin nuisent considérablement aux entreprises au Burkina Faso. Elles concernent en grande partie les procédures de passation de marchés. Ces procédures souvent opaques offrent de nombreuses possibilités de corruption et de détournement des ressources publiques entraînant de graves conséquences en termes de chômage et de pauvreté.

II.2. Contexte du chômage

Le Burkina Faso a une population jeune et dynamique. Le dernier recensement général de la population et de l'habitation réalisé en 2019 indique que 78% de la population a moins de 35 ans (INSD, 2020). Pour capter le dividende démographique, le gouvernement a mis en place plusieurs programmes pour offrir plus d'opportunités d'emplois décents à la jeunesse. La plus récente est le plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) dont l'un des objectifs stratégiques est de « promouvoir l'emploi décent et la protection sociale pour tous, particulièrement pour les jeunes et les femmes ». En dépit de tout, la situation de l'emploi reste difficile. L'enquête nationale de base sur l'emploi et le secteur informel (INSD, 2024) montre qu'au Burkina Faso, le chômage touche environ 293 299 personnes âgées de 16 ans ou plus, soit 5,3% de la main d'œuvre.

L'analyse met en évidence des tendances discriminantes en défaveur des femmes et des jeunes. En effet, le chômage touche plus les femmes et les jeunes (16-24 ans) que les autres groupes d'âge. Au niveau national, 6% de femmes âgées de 16 ans ou plus sont en situation de chômage et 5% pour les hommes de ce groupe d'âge. Les disparités sont aussi observées selon le milieu de résidence. Ainsi, le milieu urbain (7%) est plus touché par le chômage que le milieu rural (4%). L'analyse

des données de l'INSD (2024) révèle en outre des disparités selon le niveau d'instruction. On observe que le niveau de chômage augmente avec le niveau d'instruction. Alors que le taux de chômage des niveaux d'instruction les plus bas est inférieur à 5%, celui des personnes ayant atteint le supérieur est de deux fois plus élevé. Cette situation traduit une certaine inadéquation entre la formation et l'emploi dans le pays.

Au niveau régional, l'analyse révèle également de fortes disparités. Ainsi, le taux de chômage est le plus bas dans la région du Centre-Est (1,1%) tandis qu'il est le plus élevé dans la région du Sud-Ouest (9,7%). Les régions du Sud-Ouest, de l'Est, du Centre, du Centre-Nord, du Sahel et des Hauts Bassins, sont celles qui ont des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale (5,3%).

II.3. Contexte de la pauvreté

Sur le plan économique et social, les nombreux programmes de développement ont produit des changements de la structure de l'économie nationale avec une croissance économique plutôt satisfaisante. En effet, le taux de croissance moyen sur la période 2000-2020 est de 5,47% selon les indicateurs de développement de la Banque mondiale. Cependant, les revenus demeurent en moyenne faibles. Le rapport 2021-2022 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur l'indice de développement humain, classe le Burkina Faso 184^e sur 191 pays avec un indice de 0,449. Aussi, selon les résultats de l'enquête harmonisée des conditions de vie des ménages (INSD, 2021), 43,2% des burkinabè vivent en dessous du seuil annuel de pauvreté qui est de 247 806 FCFA. On constate une détérioration par rapport aux résultats de l'Enquête multisectorielle continue (EMC) de 2018 (INSD, 2018), où l'incidence de la pauvreté se situe à 36,2% sur la base d'un seuil de pauvreté de 164 955 FCFA par personne et par an. Le nombre de pauvres selon l'EMC de 2018 est estimé à 7,3 millions de personnes.

La pauvreté s'est donc accrue ces dernières années au Burkina Faso. Les différentes enquêtes burkinabè sur les conditions de vie des ménages montrent que les politiques de lutte contre la pauvreté apportent insuffisamment de résultats. L'incidence de la pauvreté a très peu varié depuis 30 ans puisqu'il est de 46,4% en 2003 ; 45,5% en 1998 et 44,5% en 1994. L'incidence est plus forte au niveau de la campagne où plus de la moitié (52%) de la population vit au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté. Ainsi, neuf pauvres sur dix vivent en milieu rural soit 93,3% des pauvres.

III. Cadre méthodologique

III.1. Sources des données et description des variables

L'étude utilise des données annuelles du Burkina Faso sur la période 1996-2021. Le choix de la période d'étude est principalement justifié par la disponibilité des données. Néanmoins, cette période d'analyse est intéressante car plusieurs politiques d'envergure en matière d'accès à l'emploi et à la lutte contre la pauvreté ont été mises en place au cours de cette période. Il s'agit du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP, 2000-2010), l'adoption d'une Politique Nationale de l'Emploi (PNE, 2008), la mise en œuvre d'un Programme spécial de création d'emplois en faveur des jeunes et des femmes (PSCE/JF, 2012), la mise en œuvre à partir de 2014, d'un nouveau projet visant la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes et le développement de leurs compétences (PEJDC). Les données ont été obtenues auprès des bases de données de Transparency international pour ce qui est de l'indice de perception de la corruption (IPC) et de la Banque mondiale (*World Development Indicators-WDI*) pour les autres variables.

L'étude utilise deux variables endogènes : (i) le taux de chômage qui se réfère au nombre de chômeurs en pourcentage de la population active, estimation modélisée par l'Organisation internationale du travail (OIT). Plusieurs travaux dans la littérature dont Wada (2018), Onchari (2019), Oueghlissi et Derbali (2021) et Mamo et al. (2024) l'ont utilisé comme indicateur du chômage ; (ii) l'incidence de la pauvreté : la pauvreté est le plus souvent conçue comme un concept multidimensionnel. La pauvreté peut varier d'un point de vue à l'autre. Cependant, en raison du manque de données, comme dans Okwanya et Abah (2018), Kousar et al. (2020), Ogbeide-Osaretin (2021) et Diallo (2023), l'incidence de la pauvreté a été utilisée comme variable dépendante.

La variable d'intérêt de cette étude est la corruption administrative appréhendée par l'indice de perception de la corruption (IPC). L'IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, sur la base d'appréciations d'experts et de chefs d'entreprise. Il utilise une échelle de zéro à 100, où zéro correspond à un pays très corrompu et 100 à un pays très peu corrompu.

Tableau I: Définition des variables et source des données

Variables	Définition	Travaux ayant utilisé l'indicateur	Source
Taux de chômage	Nombre de chômeurs en pourcentage de la population active	Wada (2018), Onchari (2019), Oueghliissi et Derbali (2021) et Mamo et al. (2024).	WDI (2022)
Incidence de la pauvreté	Elle évalue le taux de pauvreté, c'est-à-dire le nombre de personnes se situant en dessous du seuil de pauvreté, par rapport à la population totale	Okwanya et Abah (2018), Kousar et al. (2020), Ogbeide-Osaretin (2021), Diallo (2023)	WDI (2022)
Corruption administrative	L'IPC classe les pays selon le degré de corruption perçu dans un pays.	Mauro,1995 ; Oliveira da Silva et al., 2021), Adjor et Kebalo, (2018) et Mamo et al., 2024)	Transparency international
Education	L'éducation est mesurée par le taux brut de scolarisation au secondaire (%).	Adetola et Oloufemi (2012) ; Laing et al. (1995) ; Njifen (2015)	WDI (2022)
Taux de croissance du PIB	Taux de pourcentage annuel de croissance du PIB aux prix du marché en dollars américains constants de 2010.	Hossain et Bose (2012) ; Muhammad (2013) ; Haile et Saha (2017) ; Abugamea (2018) ; Es-Salmani et al. (2023)	WDI (2022)
Taux de croissance démographique	Taux de croissance de la population en % annuel) est basée sur la définition de facto de la population, qui compte tous les résidents indépendamment de leur statut légal ou de leur citoyenneté.	Dao (2012)	WDI (2022)
Investissements directs étrangers	Les entrées nettes des investissements directs étrangers (en % PIB)	Muhammad (2013) Gohou et Soumare (2012) Zaman et al. (2012)	WDI (2022)
Taux d'inflation	Elle est mesurée par le prix à la consommation en % annuel	Bouزيد (2016) ; Muhammad (2013)	WDI (2022)

Source : Auteur

Des preuves de l'existence d'un effet négatif de la corruption sur la pauvreté (Mauro,1995 ; Jeng, 2018 et Oliveira da Silva et al., 2021) et

sur le chômage (Bouزيد, 2016 ; Adjor et Kebalo, 2018 et Mamo et al., 2024) ont été établies dans la littérature.

Outre la variable d'intérêt, nous incluons d'autres variables afin de contrôler leur effet sur la relation entre la corruption, le chômage et la pauvreté au Burkina. Selon la littérature, plusieurs facteurs déterminent la pauvreté mais les plus significatifs sont l'éducation, la croissance économique, la croissance démographique, l'inflation et les investissements directs étrangers (IDE). Le tableau 1 définit les variables de l'étude.

Quant aux statistiques descriptives des variables, elles sont présentées dans le tableau 2. Sur la période allant de 1996 à 2021, le taux de chômage moyen était estimé à 3,67% et celui de la pauvreté est de 47,22% alors que l'IPC moyen du Burkina s'était établi à 36,18%. Le taux de croissance économique annuel moyen se situait à 5,92%. Le taux brut de scolarisation au secondaire moyen sur la période était resté faible de l'ordre de 21,69%. De même, le taux d'inflation ne dépassait pas 2,09% par an sur la même période. La part des investissements directs à l'étranger entrants moyens dans la richesse nationale était estimée à 0,93%. Cependant, le taux de croissance annuelle moyen était resté élevé de 2,91% sur la période 1996-2021.

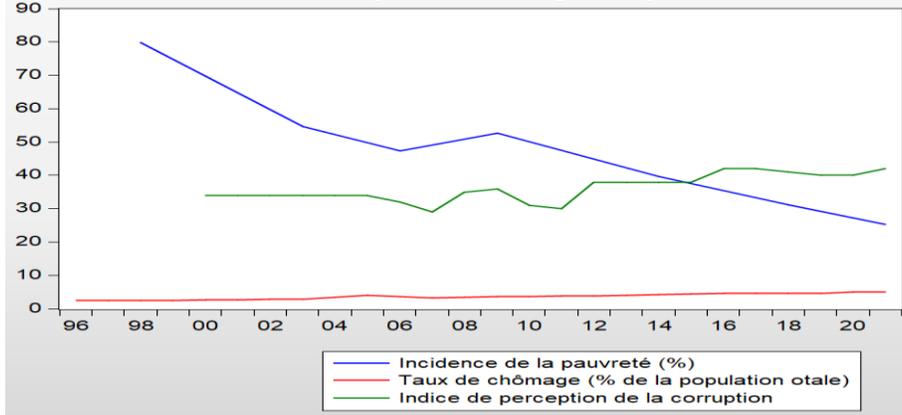
Tableau II. Statistiques descriptives des variables

Variable	Obs.	Moy.	Ecart-type	Min.	Max.
chom	26	3,672	0,857	2,414	5,11
pauv	22	47,228	18,018	25,3	79,9
ipc	22	36,181	3,971	29	42
pib	26	5,927	2,052	1,888	11,014
educ	26	21,699	11,481	9,370	40,273
pop	26	2,916	0,172	2,555	3,148
ide	26	0,931	1,059	-0,557	3,647
inf	23	2,097	2,922	-3,231	10,659

Source : Auteur

La figure suivante décrit la relation entre la perception de la corruption, le chômage et la pauvreté au Burkina Faso sur la période 1996-2021. Elle montre que la perception de la corruption est presque restée constante sur la période alors que l'incidence de la pauvreté a fortement diminué. Quant au chômage, le taux est resté également constant sur la période.

Figure : Relation entre la corruption, le chômage et la pauvreté



Source : Auteur

III.2. Spécification du modèle et technique d'estimation

Nous considérons la spécification du modèle suivant où nous régressons le chômage et la corruption en fonction de la corruption et de l'ensemble des variables de contrôle.

$$vd_t = \alpha_0 + \alpha_1 ipc_t + \alpha_2 pib_t + \alpha_3 educ_t + \alpha_4 ide_t + \alpha_5 inf_t + \alpha_6 pop_t + \mu_t$$

Où vd représente la variable dépendante qui est soit le taux de chômage soit l'incidence de la pauvreté, ipc est l'indice de perception de la corruption, pib est le taux de croissance du PIB, $educ$ est le taux brut de scolarisation au secondaire, ide les investissements directs étrangers, inf est le taux d'inflation et pop le taux de croissance de la population. μ_t représente le terme d'erreur. $t = 1, \dots, T$ désigne le temps. α_0 représente la constante; $\alpha_1, \dots, \alpha_6$ sont des coefficients.

L'estimation de l'équation ci-dessus est sujette à un biais d'endogénéité qui dans le cas d'espèce peut résulter de plusieurs sources que sont la simultanéité, l'hétérogénéité inobservée, les erreurs de mesures ou de variables omises. Certes, la corruption, le chômage et la pauvreté peuvent s'influencer réciproquement. En outre, l'erreur de mesure est un autre problème car l'indice de perception de la corruption n'est pas observé mais estimé. D'après Acemoglu et Verdier (2000) et Williams et Siddique (2008), l'indice de corruption est dérivé des opinions d'experts et des données d'enquête et sont donc potentiellement sujets à des erreurs de mesure. Pour toutes ces raisons, la technique d'estimation des moindres carrés en deux étapes (DMC) est adoptée car elle est appropriée pour résoudre les problèmes sus évoqués. Wooldridge

(2016) montre que les DMC permettent de prendre en compte le problème potentiel d'endogénéité des variables.

Cependant, la force d'une méthode d'estimation à variables instrumentales comme la méthode des DMC réside dans le choix d'instruments appropriés. Ces derniers sont soumis à deux conditions à savoir être (i) exogènes, c'est-à-dire non corrélés avec le terme d'erreur de l'équation structurelle et (ii) partiellement corrélés avec les variables explicatives. Pour ce faire, nous utilisons comme instruments la variable d'intérêt retardée et les variables endogènes retardées. En effet, Hansen (1982) montre que ces instruments ne sont pas corrélés avec les termes d'erreur. Par ailleurs, Ondoa (2018) trouve que les variables retardées constituent de bons instruments.

Pour minimiser les risques de régressions fallacieuses, il convient de faire des tests de spécification. A cet effet, plusieurs tests économétriques sont appliqués. Ce sont les tests de racine unitaire, le test de multicollinéarité et le test des résidus. Les tests de Dickey-Fuller augmenté (ADF) et de Phillips et Perron (1988) sont utilisés vérifier la stationnarité des variables utilisées. Le test de racine unitaire de Dickey-Fuller augmenté (ADF) permet d'appréhender la présence de corrélation sérielle pour les processus autorégressifs d'ordre supérieur. Le test de Phillips et Perron (1988) est un test non-paramétrique pour lequel la détermination à l'avance du niveau de corrélation sérielle n'importe pas. Les résidus des variables sont testés par le test Breusch et Pagan (1979) et Godfrey (1978). Ce test est un multiplicateur de Lagrange dont l'hypothèse nulle est l'absence d'hétéroscédasticité.

IV. Résultats et discussions

La stationnarité des variables a été testé en appliquant deux spécifications différentes afin de détecter la présence d'une racine unitaire dans les régressions. Les résultats des tests de stationnarité effectués sans tendance et avec constante, et avec tendance et constante sont présentés dans le tableau 3.

Le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) indique que le taux de chômage, l'indice de perception de la corruption, le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, les flux nets entrants des investissements directs à l'étranger sont significativement stationnaires à niveau au seuil de 1% dans les deux spécifications. Par contre, dans les deux spécifications, le taux de pauvreté, le taux de croissance de la population et le taux brut de scolarisation au secondaire sont

significativement stationnaires en différence première au seuil de 1%. Le test de Phillips et Perron (1988) montre que dans les deux spécifications, le taux de chômage, le taux de croissance du PIB, le taux brut de scolarisation au secondaire, les flux nets entrants des investissements directs à l'étranger sont significativement stationnaires à niveau au seuil de 5% dans les deux spécifications. Cependant, l'indice de perception de la corruption, le taux de pauvreté, le taux d'inflation et le taux de croissance de la population sont significativement stationnaires en différence première au seuil de 1%.

Tableau III. Tests de stationnarité des variables

Variab le	Test de Dickey-Fuller augmenté		Test de Phillips et Perron (1988)	
	Sans tendance et avec constante	Avec tendance et constante	Sans tendance et avec constante	Avec tendance et constante
chom	-4,203*** (0,000)	-4,412 *** (0,000)	-5,281** (0,000)	-5,314** (0,000)
pauv	-3,044*** (0,001)	-3,040 *** (0,000)	-3,500 *** (0,002)	3,803*** (0,011)
ipc	-5,096 *** (0,000)	-5,097 *** (0,000)	-4,117*** (0,000)	-4,094 *** (0,000)
pib	-2,165*** (0,000)	-3,465 *** (0,000)	-5,679** (0,0000)	-5,741** (0,0000)
educ	- 3,937 *** (0,018)	-4,037 *** (0,000)	2,067 ** (0,089)	-3,009 ** (0,012)
pop	-3,309 *** (0,002)	-3,569 *** (0,006)	-4,343 *** (0,000)	-4,245 *** (0,001)
ide	1,778*** (0,011)	2,002*** (0,004)	-3,333** (0,066)	-3,198** (0,061)
inf	-2,122*** (0,010)	-3,044*** (0,013)	3,455*** (0,000)	3,222*** (0,000)

Note : Les valeurs entre parenthèses correspondent à des p-values. ***1%, *10%, niveaux de significativité, respectivement.

Source : Auteur

Le tableau 4 présente la matrice de corrélation des variables. Il montre un faible niveau de corrélation entre les variables. Il n'y a donc pas de problème de multicolinéarité entre les variables.

Tableau 4 : Matrice de corrélation

	chom	pauv	ipc	pib	educ	ide	pop	inf
chom	1,000							
pauv	-0,734	1,000						
ipc	0,745	-0,610	1,000					
pib	-0,2345	0,210	-0,156	1,000				
educ	0,637	-0,669	0,520	-0,215	1,000			
ide	0,260	-0,207	0,246	-0,018	0,286	1,000		
pop	-0,095	0,051	-0,351	-0,192	-0,310	0,271	1,000	
inf	-0,222	0,202	-0,166	0,326	-0,296	-0,214	-0,066	1,000

Source : Auteur

Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau 5. Le R² ajusté traduit un bon pouvoir explicatif du modèle puisque les variables indépendantes peuvent expliquer jusqu'à 47% et 57% la variabilité du taux de chômage et de l'incidence de la pauvreté. Par ailleurs, la probabilité associée au test de Hansen confirme la validité des instruments internes utilisés. En effet, $p\text{-value} = 0,138 \geq 0,10$. En outre, le rang de l'instrument (07) est supérieur au nombre de régresseurs (06). Par conséquent, le modèle est globalement valide.

Les résultats montrent (tableau 5) qu'il y a un effet négatif et significatif au seuil de 1% de la perception de la corruption dans l'administration publique sur le taux de chômage et l'incidence de la pauvreté. Une hausse de l'indice de perception de la corruption d'un point de pourcentage entraîne une baisse du taux de chômage et de la pauvreté de 0,20 point de pourcentage. La corruption administrative favorise le détournement de fonds initialement destinés au développement des zones marginalisées et à la mise en place d'infrastructures économiques au profit des jeunes actifs. Il en résulte du chômage, en particulier pour les personnes les plus qualifiées car le tissu économique se rétrécit du fait du choix biaisé des investissements, du détournement des fonds d'investissement et de la mauvaise exécution des marchés de travaux publics. Il convient de noter que les opportunités d'emploi dans les pays en développement sont principalement créées par le secteur public (Oueghlissi et Derbali, 2021). La pauvreté se développe car l'impact des projets destinés à la population cible devient faible. Aussi, les mesures en faveur du pouvoir d'achat des pauvres deviennent également inefficaces du fait de la corruption au sein des fonctionnaires qui privilégient leurs propres intérêts au détriment de ceux de la grande

masse de la population. La corruption administrative peut aussi affecter directement les pauvres en entraînant une augmentation des prix des services publics, une diminution de la quantité et de la qualité de ces services.

Ce résultat est en accord avec les résultats des travaux selon lesquels la corruption augmente le chômage et la pauvreté. En effet, Bouzid (2016), Adjor et Kebalo (2018), Mamo et al. (2024) ont montré que la corruption des fonctionnaires d'Etat constitue un frein à la réussite des politiques publiques en faveur de la création d'emplois. Aussi, plusieurs travaux dont Ogboru et Abimiku (2015), Jeng (2018) et Oliveira da Silva et al. (2021) ont trouvé que la corruption a constitué un obstacle aux opérations de réduction de la pauvreté. Ils indiquent que la corruption dans le secteur public constitue une gangrène qui intensifie les conditions de pauvreté. Il faut cependant relever qu'à court terme, Zumba et al. (2021) et Onchari (2019) ont montré que la corruption et le chômage n'ont aucune relation. Aussi, Omoniyi (2018) a trouvé que la corruption n'est pas un déterminant significatif de la pauvreté au Nigeria. Cette différence pourrait être liée à la nature de l'indicateur de la corruption qui a été utilisé.

Il ressort également du tableau 5 que le taux de croissance du PIB agit positivement sur l'emploi et les conditions de vie de la population. Cet effet montre que la croissance accroît les capacités de l'Etat à offrir des perspectives d'emplois et de services sociaux aux populations ; ce qui assure des revenus permanents qui maintiennent les individus à l'abri de la précarité. Il en est de même des entrées d'IDE qui sont favorables à la réduction du chômage et de la pauvreté. Les firmes multinationales (FMN) génèrent beaucoup d'emplois directs et indirects au profit des populations. Ces résultats sont conformes aux travaux antérieurs (Abugamea, 2018 ; Es-Salmani et al., 2023). On constate tout de même quant aux IDE, que l'effet est faible par rapport à Zaman et al. (2012) qui ont trouvé qu'une augmentation de 1% des IDE réduisait la pauvreté de 0,46% au Pakistan. L'éducation a un effet différencié sur le chômage et la pauvreté au Burkina. Alors qu'elle est favorable à la réduction de l'incidence de la pauvreté, on constate qu'elle accroît le taux de chômage. Ce résultat confirme certaines prédictions théoriques qui stipulent que l'éducation augmente la productivité du travail, ce qui réduit le cycle vicieux de pauvreté (Adetola et Oloufemi, 2012). Quant au chômage, Njifen (2015) a trouvé un résultat pareil en expliquant que l'éducation augmente le taux de chômage au sein des plus instruits.

Le taux de croissance démographique est positivement lié au taux de chômage et à l'incidence de la pauvreté. Une hausse du taux de croissance démographique entraîne une hausse du chômage et de la pauvreté. Cela traduit une hausse de la main d'œuvre disponible, ce qui diminue les chances de trouver un emploi. Il en résulte une réduction de la capacité des ménages à offrir de meilleures conditions de vie. Le résultat est conforme à la thèse des anti-populationnistes qui prédisent un effet négatif de la démographie sur le niveau de l'emploi et des conditions de vie. Enfin, l'inflation n'a pas d'effet significatif sur le taux de chômage. Par contre, elle a un effet négatif et significatif sur l'incidence de la pauvreté. L'instabilité macroéconomique affecte négativement le pouvoir d'achat de la population. Selon Bouzid (2016), le taux d'inflation entraîne une détérioration des salaires réels qui crée plus de vulnérabilité.

Tableau V : Effets de la corruption sur le chômage et la pauvreté par la méthode des DMC

Variable	Taux de chômage	Incidence de la pauvreté
Indice de perception de la corruption	-0,020** (0,072)	-0,028*** (0,007)
Taux de croissance du PIB	-0,093** (0,203)	-0,308** (0,009)
Taux de scolarisation au secondaire	0,114*** (0,128)	-0,142*** (0,457)
Taux de croissance démographique	0,162*** (0,431)	0,413* (0,133)
Entrées nettes d'IDE	-0,108* (0,323)	-0,382** (0,672)
Taux d'inflation (% annuel)	0,055 (0,103)	0,368*** (0,685)
Constante	-0,422 (2,957)	0,983 (0,414)
Observations	29	27
R ² ajusté	0,473	0,571

NB : Les nombres entre parenthèse sont les erreurs standard. *** ; ** et * indiquent les niveaux de significativités respectivement à 1% ; 5% et 10%.

Source : Auteur

Les résultats du test post-estimation de Breusch-Pagan-Godfrey indiquent dans le tableau 6 qu'on ne peut pas rejeter l'hypothèse nulle de non-hétéroscédasticité, avec une signification de 1%. Pour cause, les

variances des perturbations sont constantes. Par conséquent, les résultats des DMC sont valides.

Tableau VI. Test d'hétéroscédasticité

	Taux de chômage	Incidence de la pauvreté
Test Breusch-Godfrey-Godfrey	1,355*** (0,334)	1,021*** (0,270)

Note : Les valeurs entre parenthèses correspondent à des p-values. *** indique un niveau de significativité de 1%.

Source : Auteur

Conclusion

Le problème de chômage et de pauvreté se pose avec acuité depuis plusieurs années au Burkina. Au même moment, les valeurs d'intégrité continuent de s'effriter dans l'administration publique renforçant les pratiques de corruption. Cette étude a analysé l'effet de la corruption administrative sur le chômage et la pauvreté au Burkina Faso entre 1996 et 2021. Un modèle linéaire estimé par la méthode des DMC montre que l'augmentation de la corruption au sein des fonctionnaires entraîne une hausse du taux de chômage et de la pauvreté dans le pays. Par ailleurs, l'étude révèle que la croissance du PIB et les entrées nettes d'IDE sont favorables à la création d'emplois et à la réduction de l'incidence de la pauvreté. Aussi, l'éducation entraîne une réduction de l'incidence de la pauvreté mais accroît le taux de chômage. La croissance démographique augmente le chômage et la pauvreté. Enfin, l'inflation augmente la pauvreté mais n'a pas d'effet significatif sur le taux de chômage. Les tests pré et post-estimation montrent que nos résultats sont valides. L'étude recommande de lutter efficacement contre la corruption dans l'administration publique. Cela passe par des actions de prévention de la corruption que sont la promotion des valeurs d'intégrité et de probité notamment au sein des fonctionnaires, le renforcement des capacités et des moyens d'actions des structures publiques et privées de lutte contre la corruption mais aussi par des actions de répression en durcissant les peines de corruption.

Conflit d'intérêt

L'auteur déclare aucun conflit d'intérêt

Références bibliographiques

ABUGAMEA, G. (2018). *Determinants of Unemployment : Empirical Evidence from Palestine*, Munich Personal RePEc Archiv, 1-11

ACEMOGLU, D. & VERDIER, T. (2000). *The Choice between Market Failures and Corruption*, American Economic Review, 90(1), 194-211.

ACEMOGLU, D. & VERDIER, T. (1998). *Property Rights, Corruption and the Allocation of Talent : A General Equilibrium Approach*. Economic Journal, 108 (408) pp-1381-403.

ADETOLA, A. & OLUFEMI, P. (2012). *Determinants of Child Poverty in Rural Nigeria : A Multidimensional Approach*. Global Journal of Human Social Science, 12(12), 1–17.

ADJOR, D-M. & KEBALO, L. (2018). *Does Corruption Matter for Unemployment in SADC Countries ?* Review of Economic & Business Studie. 11(2):65-92.

BANQUE MONDIALE (2018). *Rapport sur le développement dans le monde : La promesse de l'éducation*. Washington, DC : World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28340> License : CC BY 3.0 IGO.”

BOUZID, BN. (2016). *Dynamic Relationship between Corruption and Youth Unemployment : Empirical Evidence from a System GMM Approach*. Policy Research Working Paper No. 7842, Washington DC: World Bank, 2016.

BREUSCH, T. & PAGAN, A. (1979). *A simple test for heteroscedasticity and random coefficient variation*. Econometrica, 47, 1287-1294.

CABRAL, F. J. (2017). *Risk of corruption for economic growth and poverty: The case of a developing country*. Financial Markets & Institutions, 7(2), 129-139. <https://doi.org/10.22495/rgcv7i2c1p1>

DABLA-NORRIS, E. & WADE, P. (2002). *Production, Rent Seeking and Wealth Distribution*. Washington, D.C. : International Monetary Fund.

DAO M.Q. (2012). *Population and Economic Growth in Developing Countries*, International Journal of Academic Research in Business and Social Sciences, vol 2, n°1, pp 9-15.

DIALLO, S. (2023). *Access to modern energy and poverty in regions of Burkina Faso : Evidence from a panel data analysis*. Région et Développement n° 58-2023

DOLLAR, D. & KRAAY, A.(2000). *Growth is good for the poor*. World Bank, Development.

ES-SALMANI, M., ISMAILI, S., YOUNI, I Z. & BOUAYAD, M. (2023). *Les déterminants de la pauvreté au Maroc : Etude économétrique*. Revue Internationale des Sciences de Gestion ISSN: 2665-7473 Volume 6 : Numéro 2.

GODFREY, L.G. (1978). *Testing against general autoregressive and moving average error models when the regressors include lagged dependent variables*. *Econometrica*, 46.

GOHOU, G. & SOUMARE, I. (2012). *Does foreign direct investment reduce poverty in Africa and are there regional differences ?* World Development, no. 40(1).

GUPTA, S., DAVOODI, H. & ALONSO-TERME, R. (2002). *Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty ?*. *Economics of Governance*, 3, 23-45.

HANSEN, L. P. (1982). *Large sample properties of Generalized Method of Moments Estimators*. *Econometric*, Vol.50 N°4

INSD (Institut national de la statistique et de la démographie), (2018). *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages). Diagnostic de la pauvreté : Profil, Dynamique, Inégalités, Prospérité partagée.*

INSD (Institut national de la statistique et de la démographie), (2020). *Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation du Burkina Faso : Résultats préliminaires.*

INSD (Institut national de la statistique et de la démographie), (2021). *Principaux résultats de l'études sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages.*

INSD (Institut national de la statistique et de la démographie), (2024). *Note synthétique de l'Enquête Nationale de Base sur l'Emploi et le Secteur Informel (ENB-ESI).*

JENG, A. M. (2018). *Studying the Relationship between Corruption and Poverty, Public Debt, and Economic Growth : A Case Study of the Gambia* [Master's thesis, KTH Industrial Engineering and

Management]. Stockholm, Sweden: *KTH Industrial Engineering and Management*. Retrieved from [https:// www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1295375/FULLTEXT01.pdf](https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1295375/FULLTEXT01.pdf)

KOUSAR, S., AHMED, F., PERVAIZ, A., ZAFAR, M. & ABBAS, S. (2020). *A panel co-integration analysis between energy consumption and poverty : new evidence from South Asian countries*, *Studies of Applied Economics*, 38, 3.

KRUEGER, A.O. (1974). *The Political Economy of the Rent-Seeking Society*. *American Economic Review* 64:291-303.

LAINING, D., PALIVOS, T. & WANG, P. (1995). *Learning, Matching and Growth*, *Review of Economic Studies*, 62, 115-129

MAMO, D K., AYELE, E-A & TEKLU, S W (2024). *Modelling and Analysis of the Impact of Corruption on Economic Growth and Unemployment*, *Operations Research Forum* 5:36 <https://doi.org/10.1007/s43069-024-00316-w>

MAURO, P. (1995). *Corruption and Growth*. *Quarterly Journal of Economics*, 60 (3), 681-712.

MOCETTI, S. & ORLANDO, T. (2019). *Corruption, workforce selection and mismatch in the public sector*. *European Journal of Political Economy* 60 :101809

MUHAMMAD, S., TAHIR, M., ABDUL, S. & BHALL M., (2013). *Determinants of Unemployment : Empirical Evidences from Pakistan*, *Department of Economics, University of the Punjab*, Vol. 51, No. 2, pp. 191-208.

NJIFEN, I. (2015). *Caractéristiques et déterminants du chômage des jeunes au Cameroun : le rôle prépondérant du diplôme et du sexe*, *Revue africaine de développement*, Vol. 27, No. 4, 443–455. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12159>

OGBEIDE-OSARETIN, E.N. (2021). *Analyzing energy consumption and poverty reduction nexus in Nigeria*, *International Journal of Sustainable Energy*, 40, 5, 477-493.

OGBORU, A. C. & ABIMIKU, I. (2015). *The impact of corruption on poverty reduction efforts in Nigeria*. *Department of Economics University of Jos, Jos*

OKWANYA, I. & ABAH, P.O. (2018). *Impact of energy consumption on poverty reduction in Africa*, *Journal of Applied Statistics*, 9, 1, 5.

OLIVEIRA, D. A., SILVA, D., RIBEIRO, L., FERREIRA, R. T., COSTA, E. M. & CASTELAR, P. (2021). *Causality between corruption and poverty : an analysis for South American countries*. Estudios económicos. Vol. XXXIX (N.S.), N° 79, Julio - Diciembre 2022. 195-218

OMONIYI, B. B. (2018). *An examination of the causes of poverty on economic growth in Nigeria*. Africa's Public Service Delivery Performance Review, 6(1), 1-10. Retrieved from <https://doi.org/10.4102/apsdpr.v6i1.175>

ONCHARI, D. G. (2019). *The Relationship Between Corruption and Unemployment Rates in Kenya*. Akademi Sosyal Bilimler Dergisi.; 6(17):309-318.

ONDOA, A. H. (2018). *The effects of heavily indebted poor countries initiative (HIPC) on millennium development goals (MDGs) for education*. Review of Social Economy, 1-27.

OUEGHLISSI, R. & DERBALI, A. (2021). *Democracy, Corruption and Unemployment : Empirical Evidence from Developing Countries*, MPRA Paper No. 107535,

PHILLIPS, P. C. B. & PERRON, P. (1988). *Testing for a unit root in time series regression*. Biometrika, 75(2), 335-346.

RAVALLION, M. & CHEN S. (2003). *Measuring Pro-Poor Growth*. Economics Letters, 78(1): 93-99.

ROSE-ACKERMAN, S. (1978). *Corruption: A Study in Political Economy*. NY: Academic Press.

SUMAH S., BOROSAK M. & SUMAH A. (2020). *Administrative corruption*. American Journal of Humanities and Social Sciences Research e-ISSN : 2378-703X Vol-4, Issue- 12, pp-143-149

TRANSPARENCY INTERNATIONAL (2018) : *Annual global corruptions report 2018*. <https://www.transparency.org/cpi2018>.

TRANSPARENCY INTERNATIONAL (2023) : *Corruption perceptions index*, <https://www.transparency.org/en/cpi/2023>

WADA, E. O. (2018). *Unemployment, Poverty and Corruption in Nigeria*. Online Journal of Multidisciplinary Subjects. 12(1), 620-632.

WILLIAMS, A. & SIDDIQUE, A. (2008). *The use (and abuse) of governance indicators in economics* : A Review *Economics of Governance*, 9(2), 131-175.

WOOLDRIDGE, J.M. (2016). *Introductory econometrics. A modern approach Boston, MA* : Cengage Learning.

ZUMBA, Y I., ABAB, M, ADESHLAA, F. G. & JAMESC, M (2021). *Public sector corruption and unemployment in Sub-Saharan Africa: An empirical investigation*. *International Journal of Multidisciplinary Research and Growth Evaluation* ISSN: 2582-7138